

Dette publique : analyse et propositions CGT

Journée d'étude, 4 avril 2025, Châteaulin

Déroulé de la journée

Matinée

1. En finir avec les idées reçues sur la dette publique
2. Comprendre le budget

Après-midi

3. Aides publiques aux entreprises: l'autre coût du capital
4. Fiscalité et Pôle financier public: nos revendications CGT

I/ En finir avec les idées reçues sur la dette publique

1/ Dette, déficit, budget

Agence France Trésor

La dette publique est le **total des engagements financiers de l'État**. Elle résulte du cumul des besoins de financement de l'État, c'est-à-dire la différence année après année, entre ses produits (recettes fiscales, recettes non fiscales) et ses charges (dépenses budgétaires, prises de participation)

- Le **déficit** public = recettes publiques – dépenses publiques
- Si déficit => emprunt (dette)
- La **dette**, c'est la somme des déficits accumulés par les administrations publiques.

Dette des administrations publiques au sens de Maastricht par sous-secteur

en milliards d'euros

Administrations publiques	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (r)
Administration publique centrale	1 910,2	1 983,0	2 161,0	2 308,2	2 438,2	2 587,3
État	1 840,3	1 909,1	2 087,1	2 231,8	2 363,8	2 513,7
Organismes divers d'administration centrale	69,9	73,9	73,9	76,4	74,4	73,7
Administrations publiques locales	205,0	209,3	228,7	244,1	244,6	250,4
Administrations de sécurité sociale	204,6	193,8	272,4	274,4	270,8	263,7
Ensemble	2 319,8	2 386,1	2 662,1	2 826,7	2 953,6	3 101,4

r : données révisées.

Note : dette au 31 décembre de chaque année au sens du règlement n° 3605 de la Commission européenne.

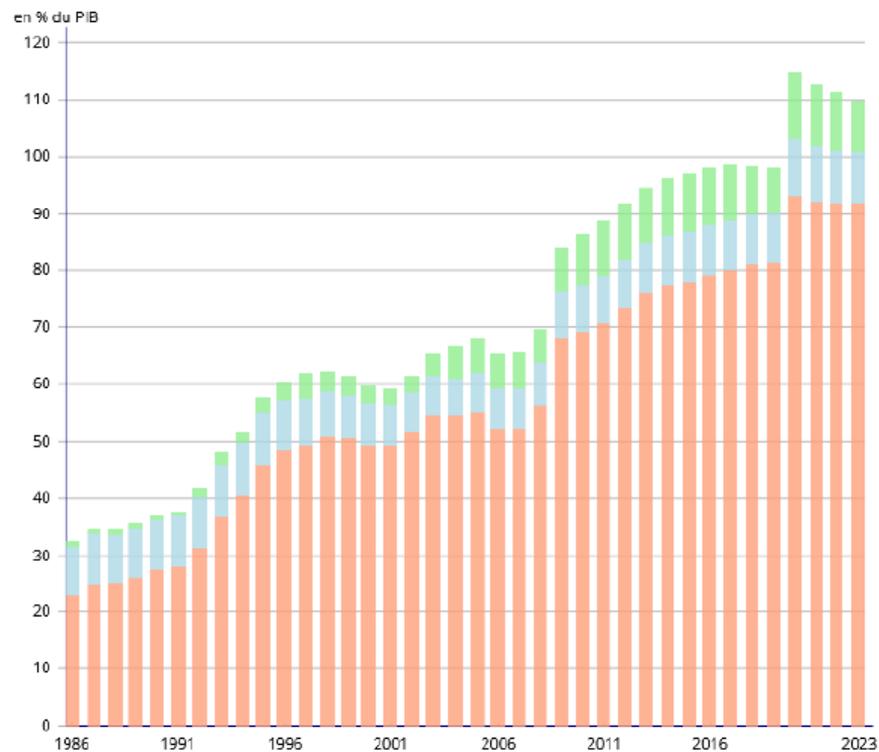
Lecture : en 2023, la dette de l'administration publique centrale est de 2 587,3 milliards d'euros.

Champ : France.

Source : Insee, **comptes nationaux - base 2020**.

Dettes des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut au sens de Maastricht par sous-secteur

- Administration publique centrale
- Administrations publiques locales
- Administrations de sécurité sociale



Déficit

Figure 4 - Principales dépenses et recettes des administrations publiques en 2023

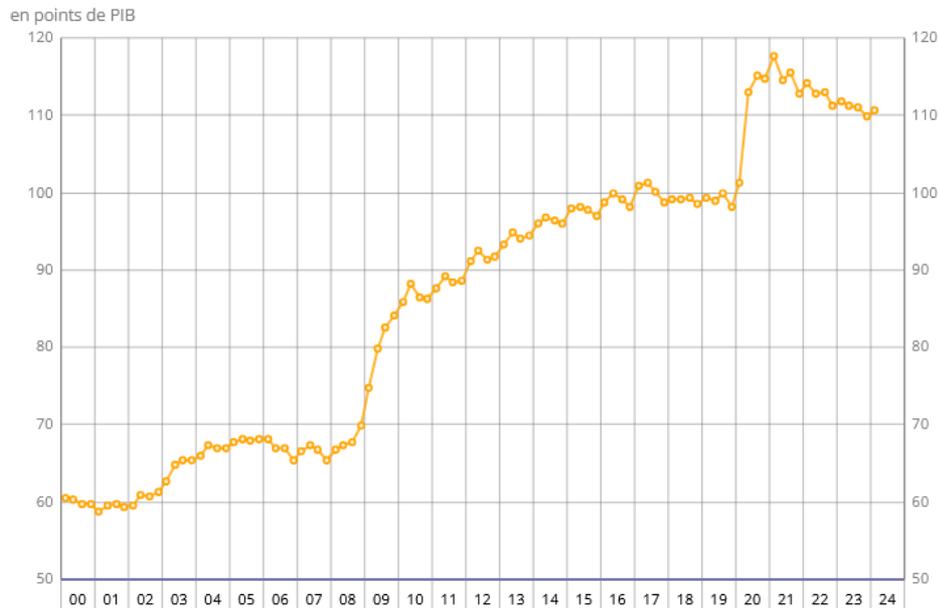
Dépenses et recettes	Ensemble des administrations publiques ¹	
	En milliards d'euros	Évolution 2023 / 2022 (en %)
Total des dépenses¹	1 608,5	+3,7
Dépenses de fonctionnement ² , dont :	516,8	+6,0
Consommations intermédiaires ²	157,5	+9,4
Rémunérations des salariés	346,2	+4,6
Intérêts versés ²	50,1	-4,9
Prestations sociales en espèces et en nature	709,9	+3,3
Transferts courants entre administrations publiques	0,0	///
Autres transferts et subventions	208,4	+0,2
Acquisitions nettes d'actifs non financiers, dont :	123,2	+7,0
Formation brute de capital fixe	120,8	+9,5
Total des recettes¹	1 454,5	+2,1
Impôts et cotisations sociales	1 280,0	+1,8
Recettes de production	121,3	+5,4
Revenus de la propriété	18,7	+15,3
Autres transferts	34,5	-4,9
Capacité (+) / Besoin (-) de financement	-157,2	///

Source: INSEE

Pourquoi rapporter la dette au PIB est trompeur

- La dette des APU c'est **3228,4Mds€** au deuxième trimestre 2024
- Le PIB c'est 2882 Mds€ à la même date
- Donc la dette des APU = 112% du PIB

Dettes au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFiP, Banque de France

2/ Comment sont financées les dépenses publiques?

- S'il y a dette publique, c'est qu'il y a emprunt public.
- Mais au fait, auprès de qui empruntent les administrations publiques, et comment?

L'Agence France Trésor (AFT)

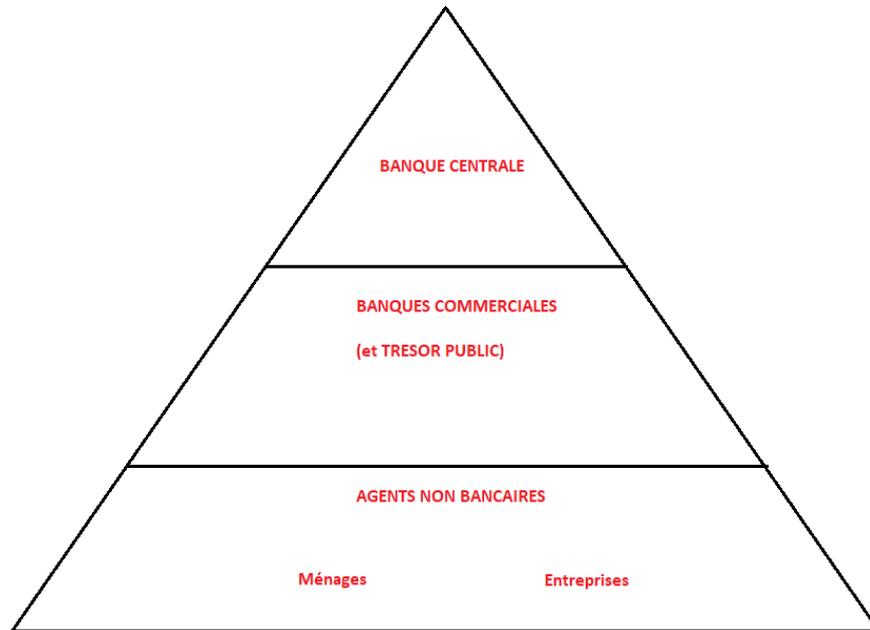
- C'est l'agence qui est chargée de gérer la dette et la trésorerie de l'Etat
- Elle émet des emprunts de l'Etat, qu'on nomme des "Obligations Affiliées au Trésor", qui sont acquises par des organismes financiers

C'est quoi une "obligation"?

- C'est un titre de dette qui est vendu sur un marché.
- Exemple: si l'Etat émet une obligation à 100€ sur 2 ans, avec 2% d'intérêt, l'acheteur lui donne immédiatement 100€
- En contrepartie, l'Etat lui versera 2€ dans un an, et 102€ dans deux ans (le principal, et l'intérêt)

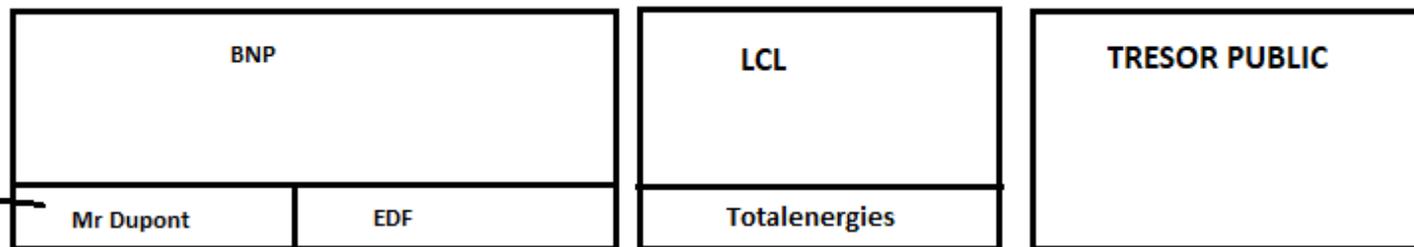
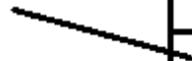
3/ Qui détient la dette publique
et pourquoi c'est important?

Fonctionnement du système monétaire





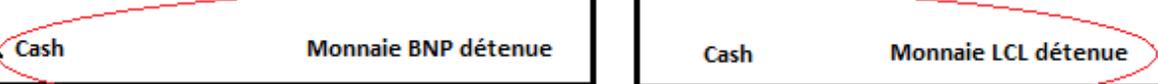
Monnaie centrale en €



"Monnaie BNP" en €

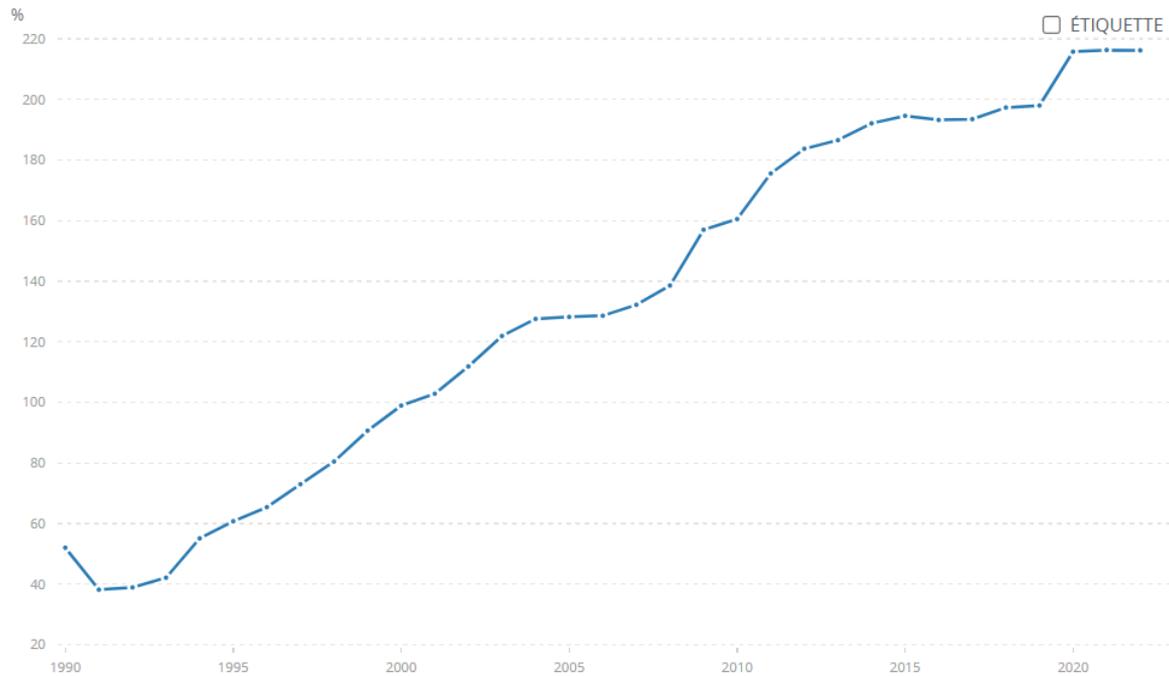


Monnaie centrale en €



LA MONNAIE

QUIZZ! Quel est ce pays?

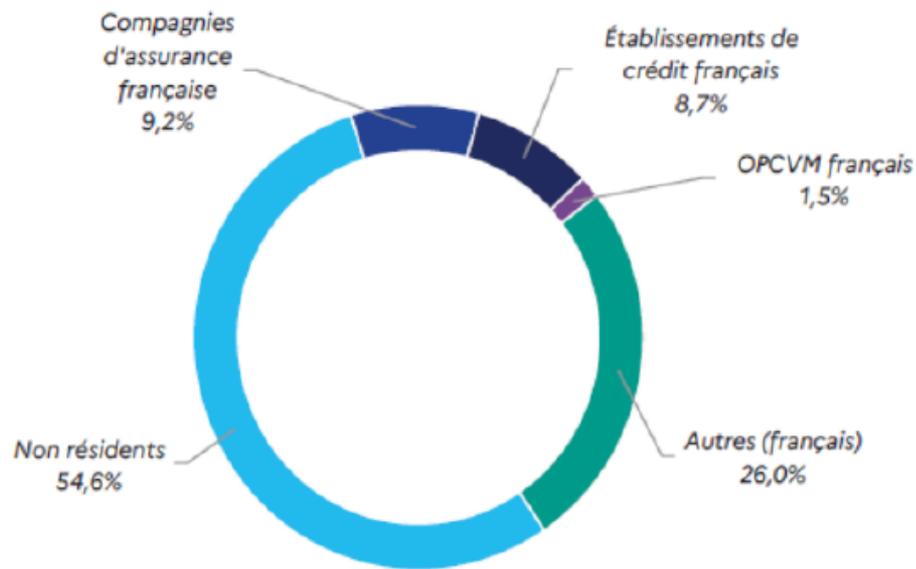


C'est le japon!

- 86% de la dette publique japonaise est détenue par des résidents (ménages et institutions financières) japonais
- Pris comme un tout, l'économie japonaise est majoritairement endettée... auprès d'elle-même!!
- Quid de la France?

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs au 2eme trimestre 2024

structure exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Comment se fixent les taux d'intérêt sur la dette publique?

- L'Agence France Tresor (AFT) émet des obligations sur les marchés financiers
- Le mécanisme classique est celui de la « vente aux enchères »:
 - l'AFT dit « je veux emprunter 1 milliard sur 10 années »
 - Les « investisseurs institutionnels » estiment le risque et disent « je suis prêt à acheter un titre de dette à 1%, 2% etc »
- Dépendance vis-à-vis des « marchés » que les gouvernements cherchent sans cesse à « rassurer »
- Imaginez que l'on décide d'une grande politique d'investissement, de recrutements de fonctionnaires?
- **Se libérer de la dépendance aux marchés financiers est un enjeu revendicatif vital!**

La dépendance aux marchés financiers illustrée par les agences de notation

“Les agences veulent être informées du déroulement de la politique économique du gouvernement, de la politique budgétaire, des réformes en cours et des éléments relatifs à la gestion de la dette publique française. J’ai tout intérêt à leur répondre pour obtenir le meilleur crédit possible”

Anthony Requin, directeur de l’agence France Trésor

Comment fonctionnent les agences de notation ?



Source: Vidberg, Le Monde, 30/04/10

Le rôle majeur de la banque centrale

France 10Y Bond Yield **3.081** -0.119 (-0.1195%)



Source: Trading Economics

La dépendance aux marchés financiers: le cas Grec

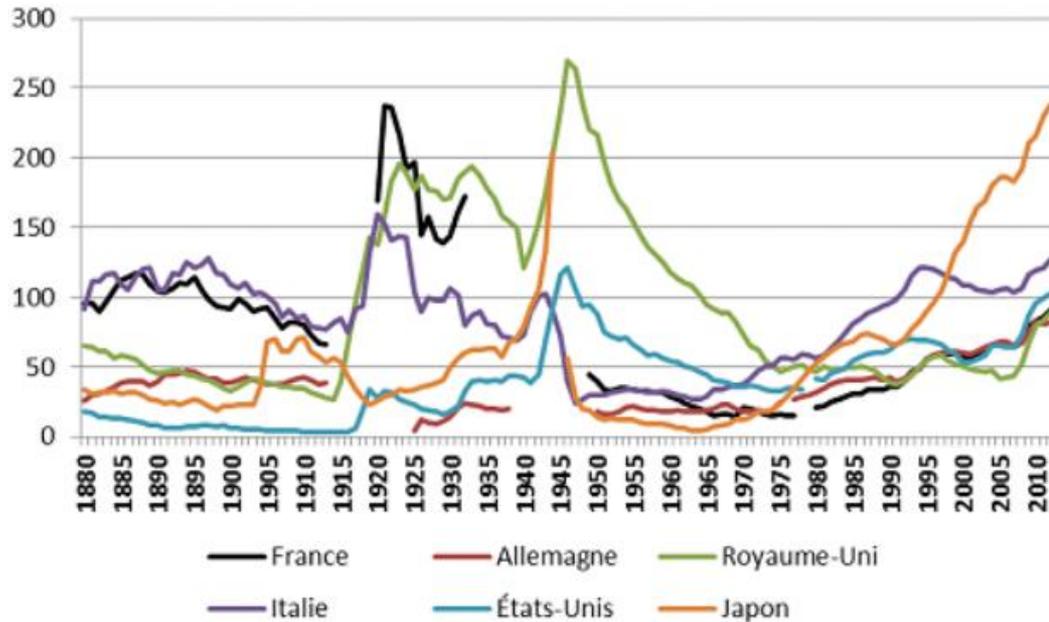
Greece 10Y Bond Yield 2.3655 -0.9545 (-0.9545%)



Un système favorable aux « plus riches »

- En 2017, les 20% les plus pauvres épargnent 2,7% de leur revenu, les 20% les plus riches 28,4%
- En 2015, part du patrimoine sous forme d'actifs financiers
=> 12% pour les 90% des patrimoines les plus faibles, 86% pour les 0,1% les plus riches
=> Il y a un **arbitrage** entre fiscalité et emprunt : emprunter aux plus riches plutôt que de les taxer

4/ Pourquoi la dette augmente depuis les années 1980?



Source: [Sénat](#)

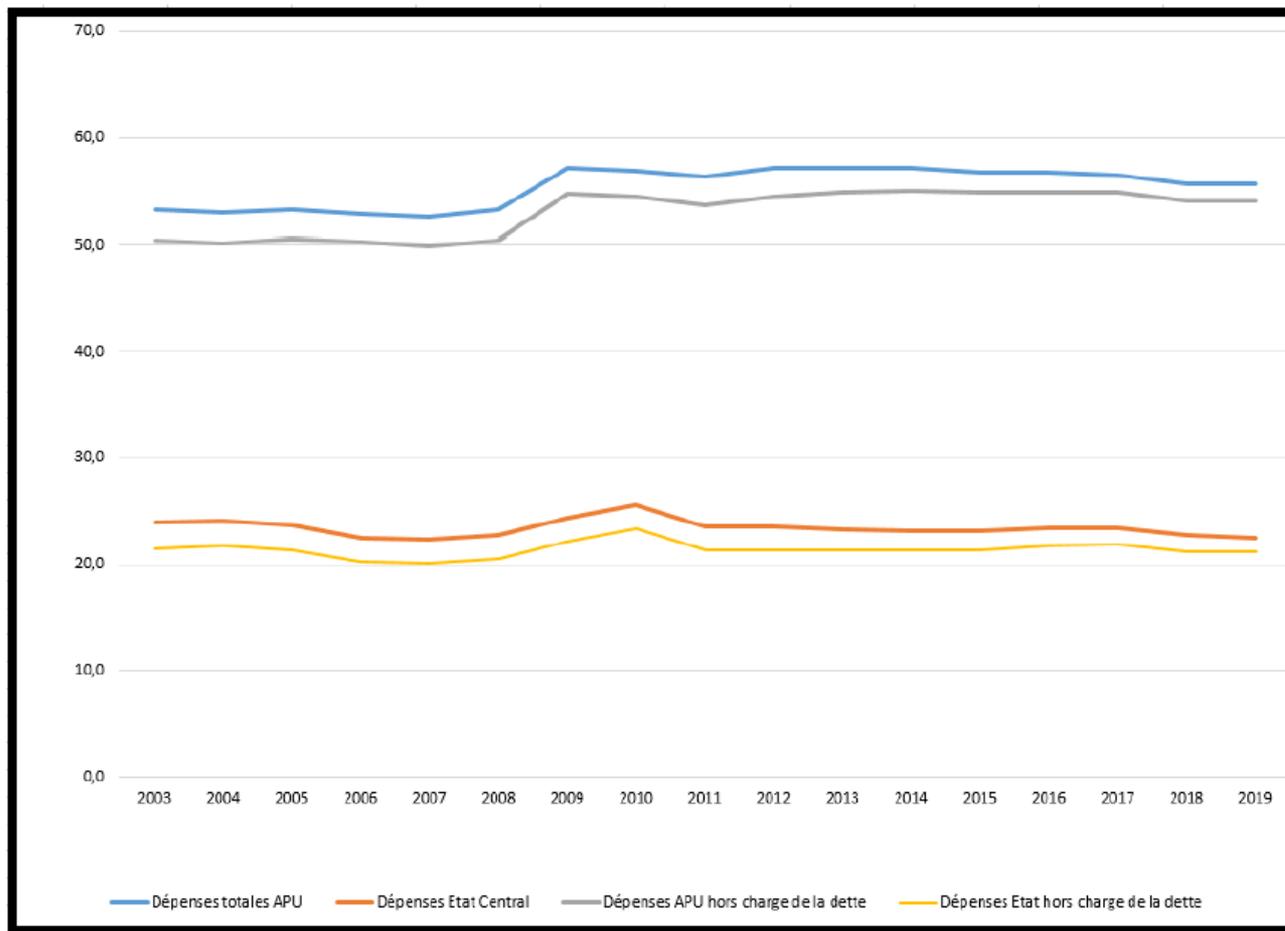
B. Tinel (2016) : Dette publique, sortir du catastrophisme

La situation actuelle ne résulte ni d'une guerre, ni d'une crise soudaine, elle est inscrite dans le fonctionnement même de l'économie tel qu'elle s'est développée depuis les années 1980

B. Lemoine (2016), L'ordre de la dette

La mise sur agenda politique de la dette est indissociable de l'augmentation en volume de la dette. Mais un tel gonflement quantitatif n'épuise pas l'explication quant à la manière dont le problème est cadré politiquement

Une “explosion des dépenses publiques”?



Évolution dépenses publiques / PIB (source : Eurostat)

Dépenses publiques par nature

	1960	1980	2007	2018	2020	2022
Dépenses de fonctionnement	40%	39%	33%	32%	31%	31%
Consommations intermédiaires (dont)	12%	11%	9%	9%	9%	9%
Rémunérations des salariés (dont)	27%	27%	24%	22%	21%	21%
Intérêts	3%	3%	5%	3%	2%	3%
Prestations sociales	46%	49%	54%	59%	61%	44%
Autres transferts (courants et en capital) et subventions	12%	9%	10%	13%	14%	15%
Dépenses d'investissement	12%	9%	8%	6%	6%	6%
Total des dépenses (milliards d'euros)	16,2	209,6	1020,5	1315,1	1419,6	1536,4

Source : INSEE, compte de la nation 2022

en % du total des dépenses

Dépenses publiques par fonction

	1995	2007	2018	2020	Evolution (des montants) 1995-2018
Service généraux	15,2%	13,7%	10,5%	9,4%	36%
Défense	4,6%	3,3%	3,2%	3,1%	37%
Ordre et sécurité publics	2,7%	2,8%	2,9%	2,9%	112%
Affaires économiques	10,7%	8,2%	10,4%	11,0%	91%
Protection de l'environnement	1,1%	1,7%	1,7%	1,7%	217%
Logements et équipements collectifs	1,6%	2,2%	1,9%	1,8%	132%
Santé	13,0%	14,2%	14,4%	14,6%	119%
Loisirs, culture et culte	1,8%	2,7%	2,5%	2,4%	175%
Enseignement	10,5%	10,1%	9,6%	8,9%	79%
Protection sociale	38,9%	41,2%	43,0%	44,2%	117%
Total (milliards d'euros)	667,7	1 020,5	1 315,1	1 419,6	97%

Source : INSEE, compte de la nation 2020

Structure des dépenses publiques

Les 56% de dépenses publiques par rapport au PIB se décomposent ainsi

- 20 points de prestations sociales
- 18 points de dépenses collectives (éducation, santé, services publics)

Pour les 18 points restants :

- 6 points de subventions aux entreprises (160 milliards)
- 2 points remboursement dette ; 2 points investissement
- 3 points « police, justice, armée »
- 6 points de dépenses de fonctionnement

L'effet des crises économiques 1/2

Table 2: Effet des crises sur la dette publique mesuré par l'écart entre l'évolution de la dette publique observée et la variation anticipée de la dette publique avant le déclenchement de la crise⁸

	Année post-crise	Evolution prévue de la dette	Evolution observée de la dette	Surprise
Crise financière globale	2010	+101 mds	+453 mds	+351 mds
Crise Covid et crise énergétique	2023	+257 mds	+715 mds	+458 mds

Source: OFCE

L'effet des crises économiques 2/2

- + de dépenses (prestations sociales, chômage)
- - de recettes (cotisations sociales, impôts sur le revenu, TVA, IS...)

“Une estimation basse est que **44 % de la hausse de l'endettement entre 2007 et 2023 peut être attribué aux crises**. Une estimation haute, sur la période 2007-2023, est que 69 % de la hausse de l'endettement provient des crises ou à des mesures qui ne sont pas liées à des mesures budgétaires pérennes.” (OFCE, 2024)

L'effet majeur: la baisse progressive des recettes!

- Depuis 2017, les différentes réformes « Macron » coûtent 76 milliards de recettes fiscales par an
- Audit citoyen (2012) : la baisse des recettes fiscales entre 2000 et 2012 ont fait augmenté de 24 points de PIB notre dette !

Si l'Etat, au lieu de se dépouiller lui-même, avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel.

L'audit citoyen sur la dette publique

En 2012, la dette publique de la France représentent 91% du PIB

- Les crises économiques => 22 points de PIB entre 2007 et 2013
- L'effet « boule de neige » => 29 points de PIB
- Baisse des recettes publiques => 24 points de PIB entre 2000 et 2012

Si on fait les comptes...

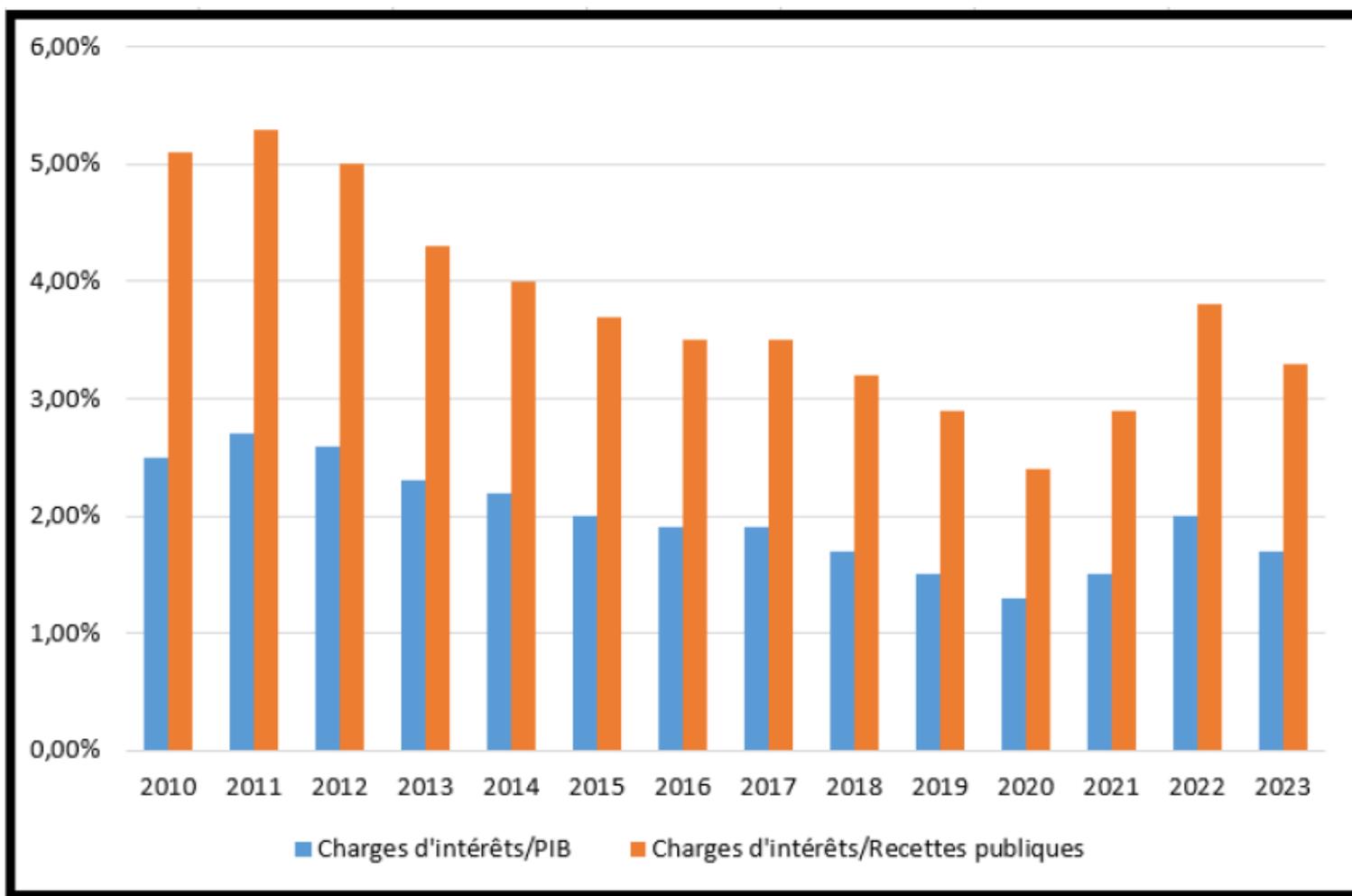
- En 2012, le ratio de dette aurait été de 43% du PIB au lieu de 91%
- 59% de la dette actuelle provient des crises, de la politique fiscale et des taux excessifs

5/ La dette publique est-elle soutenable?

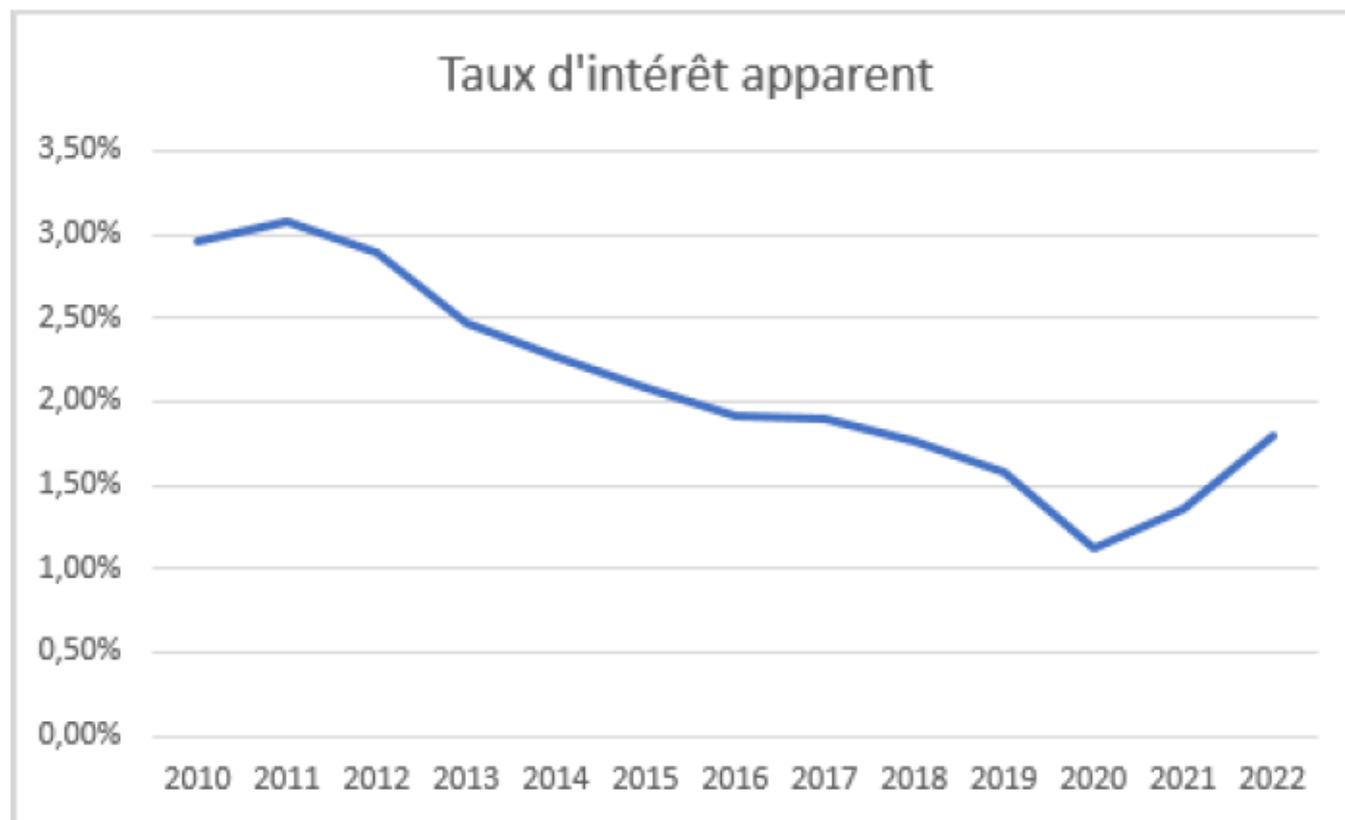
- Question des taux d'intérêt et de la charge de la dette

« La dette, il faut bien la rembourser! »

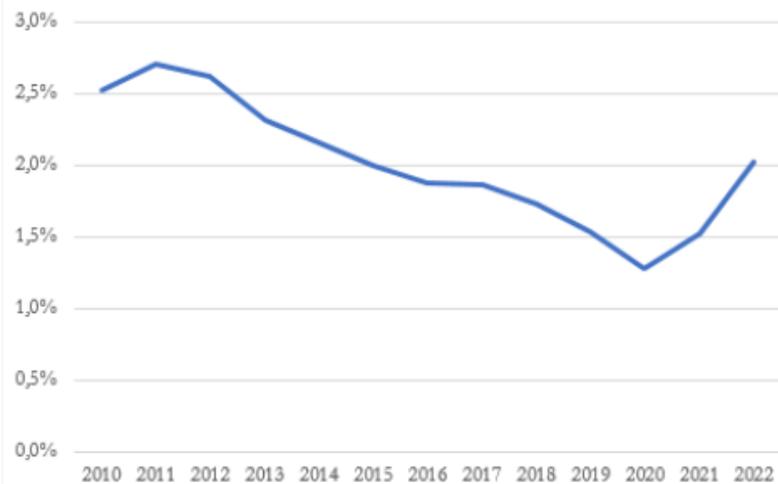
- Paraît évident, mais faux!
- En réalité, l'Etat ne "rembourse" jamais... il fait rouler la dette!
- Chaque année une partie de la dette est remboursée... et de nouveaux emprunts sont réalisés!
- Ce qui compte, c'est la charge d'intérêt de la dette. **C'est le seul vrai coût de la dette!**



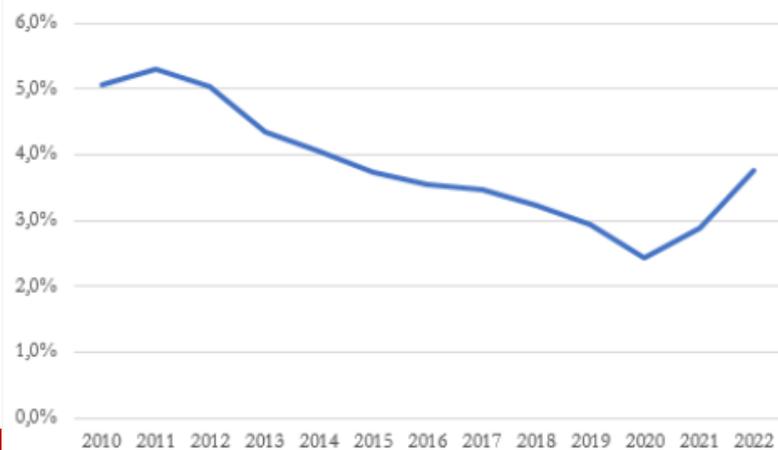
Taux d'intérêt "moyen" sur la dette



Charges d'intérêts/PIB



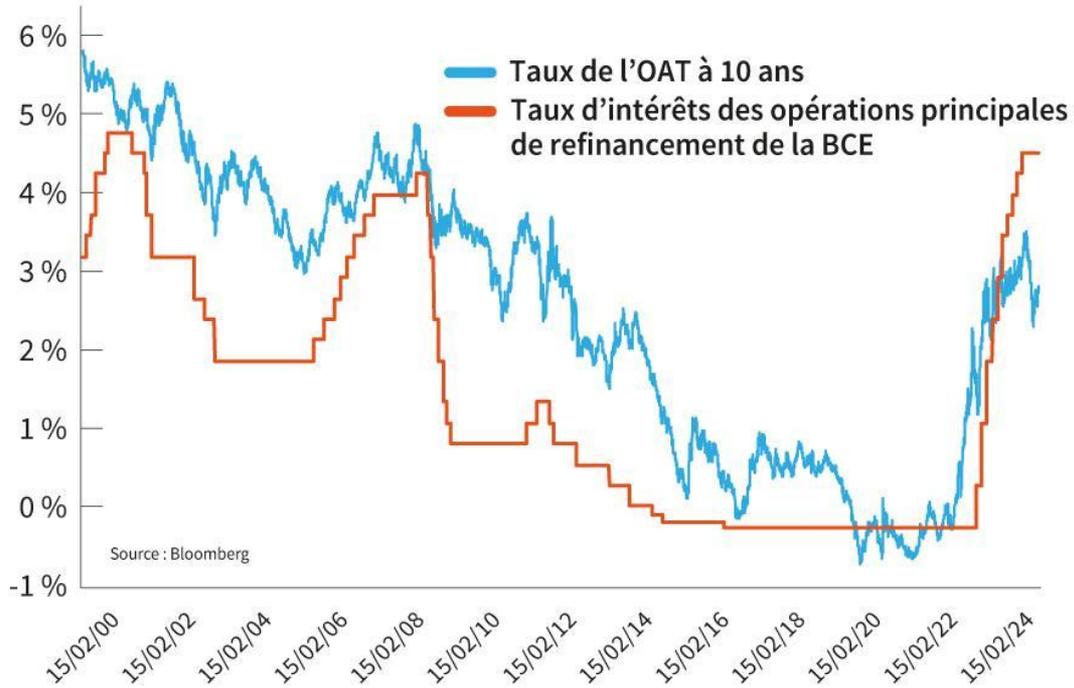
Charges d'intérêts/Recettes publiques



Pourquoi les taux d'intérêt diminuent depuis les années 1990?

- Causes structurelles: inégalités = excès d'épargne, vieillissement de la population, tassement de la productivité, faible inflation (<2021), entrée dans l'€
- Surtout lié à l'action de la Banque Centrale!
 - 1.Elle achète massivement des titres de dette (*quantitative easing*), ce qui contribue à faire diminuer les taux d'intérêts
 - 2.La réglementation oblige les institutions bancaires à détenir des actifs « sûrs »; la dette de la France en fait partie.
 - 3.La BCE garantit de fait qu'elle achètera toute la dette publique si nécessaire. Garantit la confiance.

Le rôle majeur de la banque centrale



Comment est-il possible d'avoir des taux d'intérêt négatifs?

- Cela paraît incompréhensible. Pourquoi des « investisseurs » accepteraient de perdre de l'argent en le prêtant? Trois facteurs explicatifs:

1. Recherche de sécurité: comme « louer un coffre fort »; je prête 1000€ à l'Etat Allemand sur 10 ans, quitte à payer 10€; je retrouve 990€ dans 10 ans.

2. Obligations légales des banques

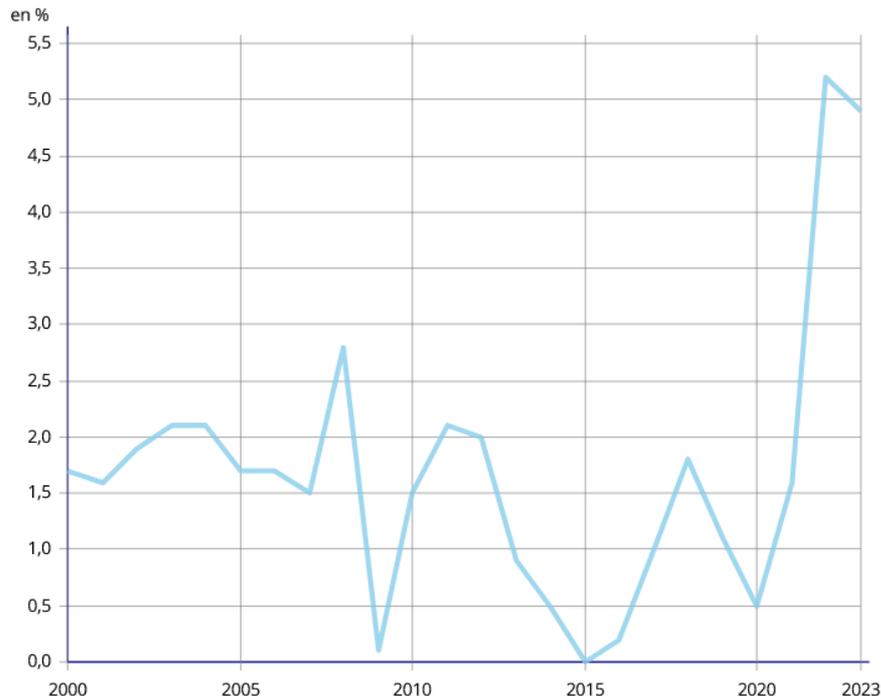
3. Risque perçu faible

Le rôle de l'inflation

- La BCE réagit en fonction de l'inflation (cible de 2% en ZE)
- L'inflation donne le taux réel auquel on rémunère les créanciers

Ex : inflation annuelle actuelle (1,8%) et taux d'intérêt (3% à 10 ans) => taux réel environ 1.2%

Évolution annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation

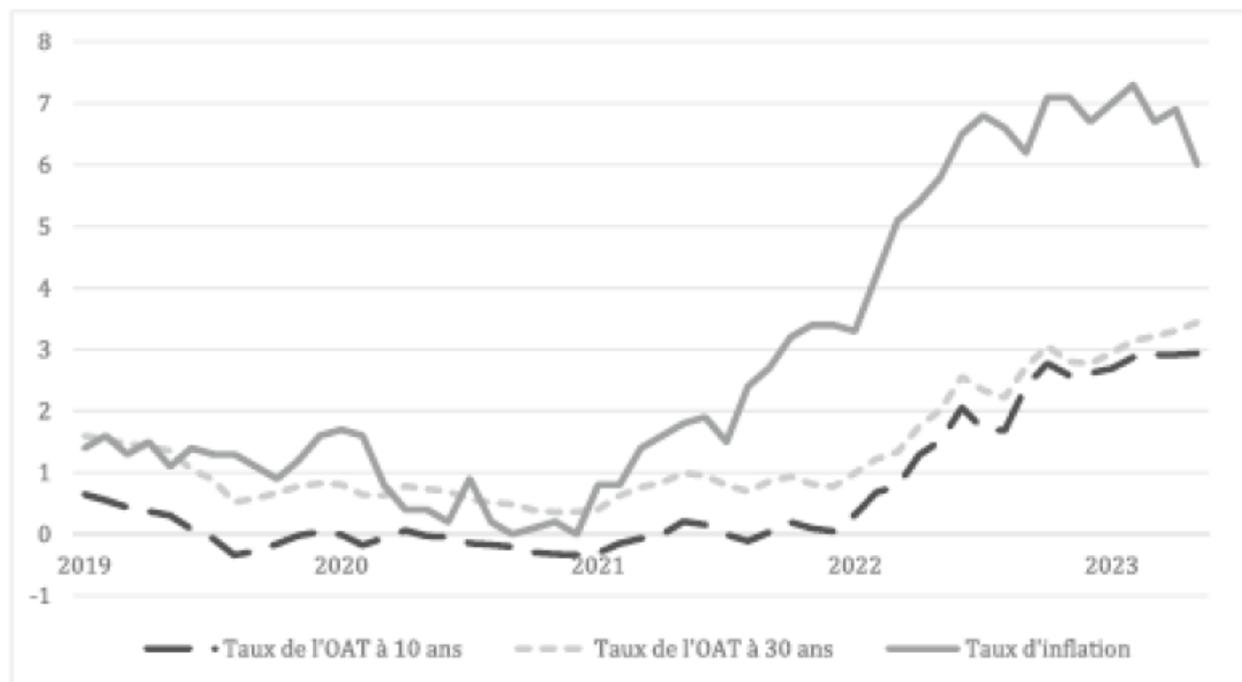


Lecture : en 2023, les prix à la consommation ont en moyenne augmenté de 4,9 %.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, **Indice des prix à la consommation**.

**Graphique 12.2. Taux d'inflation en France
et taux des OAT à 10 ans et 30 ans, 2019-2023 (en %)**



Source : Banque de France (taux des OAT) et Insee (taux d'inflation indice IPCH)

6/ La dette est-elle est un fardeau pour les générations futures?



« À chaque fois qu'on fait une promesse qu'on ne sait pas financer, à chaque fois qu'on n'est pas sérieux, on accroît la pire des inégalités, celle qui fait qu'une génération arrive au monde avec son dos un fardeau auquel elle ne doit rien, qui ne lui a rien apporté mais avec laquelle elle commence »

Emmanuel Macron, En Marche, président de la République française (2017 -)

6/ La dette est-elle est un fardeau pour les générations futures?

- La dette s'apprécie par rapport aux actifs que l'on possède
- Un.e français.e à sa naissance ne « doit pas » 51 867 euros mais « gagne » 12 705 euros

Patrimoine de la France fin 2022

Milliards d'euros

	Economie nationale				
	<i>dont</i>	SNF	SF	APU	Ménages
Actifs non financiers	20 089	6515	424	2716	10435
Actifs financiers	38888	12738	18111	1678	6361
Total Actifs	58977	19253	18534	4394	16796
Passifs financiers	38878	15251	18095	3527	2005
Valeur nette	20052	4002	395	864,0	14791

6/ La dette est-elle est un fardeau pour les générations futures?

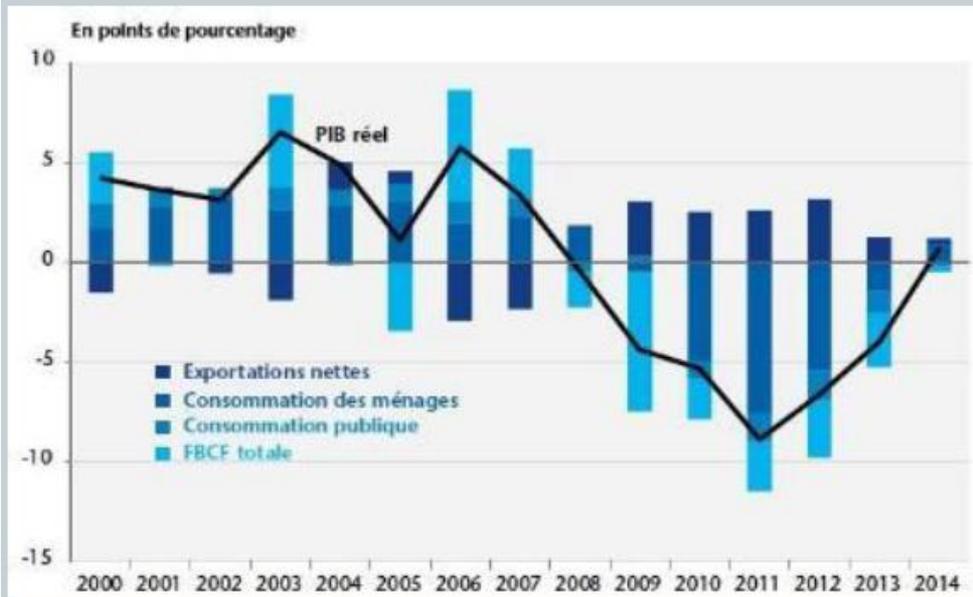
- La maturité de la dette est de 8,6 ans (mai 2024)
- Hors investissement public, la France est en excédent !
- La dette est détenue aussi par des français qui reçoivent des intérêts

7/ L'austérité est-elle une bonne idée?

- Forme de logique; si la dette augmente, la seule solution c'est de... diminuer les dépenses!
- Il faut toujours se méfier du « bon sens ».
- Notion de base en économie: les dépenses des uns... sont les revenus des autres.

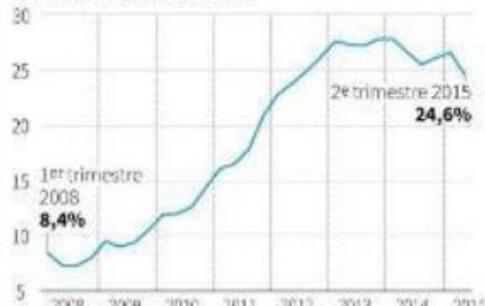
La mécanique de l'austérité

- Ex: baisse du nombre de fonctionnaires, diminution des projets d'I public
- Effet immédiat: on retire des revenus de l'économie;
- moins de fonctionnaires > moins de salaires de fonctionnaires > moins de débouchés pour le secteur privé.
- L'austérité aggraverait donc la chute du PIB...
- ... ce qui ferait augmenter le ratio dette/ PIB!
- Mon revenu national baisse > la part de l'endettement dans mon revenu national augmente.
- Voilà pourquoi l'austérité est l'idée la plus stupide en période de récession



Le chômage en Grèce

Taux de chômage trimestriel en Grèce, en % de la population active

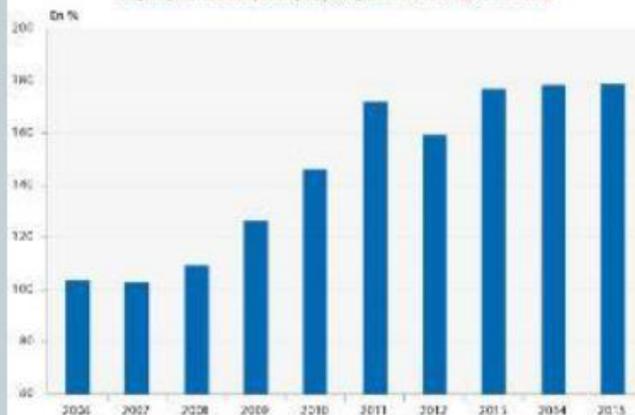


Source : Institut grec de la statistique (Elstat)

AN Reuters

L'échec des politiques d'austérité en Grèce

Graphique 1. Dette publique grecque en % du PIB, 2006-2015



Source : Eurostat, Commission européenne

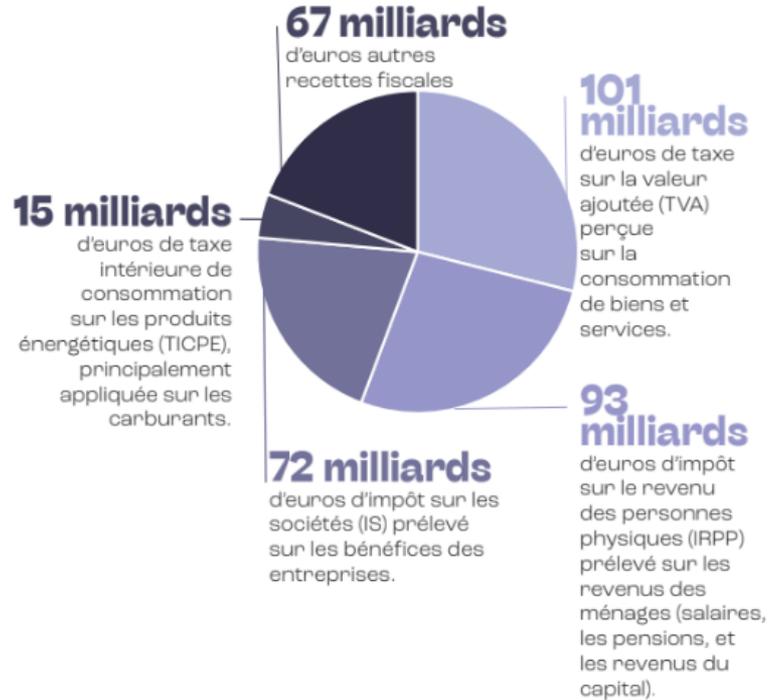
8/ Il y a des alternatives!

- Éléments d'alternative:
- Ouverture vers les propositions CGT qu'on verra l'après-midi

II/ L'enjeu du budget

1/ Pourquoi payer des impôts?

Recettes fiscales nettes totales en 2024



Coûts réels des services publics financés par l'État¹



7 257 €

dépenses annuelles par élève
scolarisé·e dans une école
élémentaire



1 043 €

coût moyen d'une intervention
des pompiers
(hors investissement)



10 270 €

dépenses par étudiant·e
pour une année universitaire



120 000 €

coût de l'entretien d'un kilomètre
d'une route nationale non
conçédée



63 810 €

Coût moyen d'entretien
d'un kilomètre de voie ferrée



60 000 000 €

prix d'un canadair (modèle DHC-515)
pour lutter contre les incendies

Garantir la solidarité

Les impôts **contribuent à compenser les inégalités de revenus**¹. Les personnes aux revenus plus élevés paient une part plus importante, ce qui permet de financer des aides et des services pour les personnes les plus vulnérables.

En plus de **réduire les inégalités** entre les plus riches et les plus pauvres, **la majorité des Français-es bénéficie du système de redistribution**, souligne une nouvelle étude de l'Insee. La redistribution élargie, incluant l'ensemble des transferts monétaires et les services publics, améliore le niveau de vie de 57 % de la population.

57 %
des Français-es
bénéficient
de la redistribution
de richesse plus
qu'elles et ils n'y
contribuent¹

Réduction des écarts de revenus

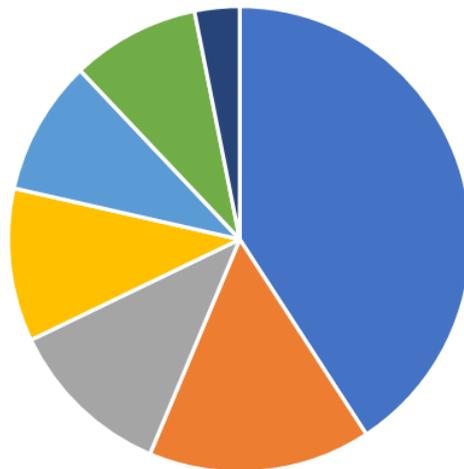


Les 10 % des ménages les plus aisés ont un revenu 18 fois plus élevé que les ménages les plus modestes, après redistribution, l'écart de richesse est divisé par six.

Ce qui se cache vraiment derrière “la dépense publique” (INSEE)

Structure	Dépenses publiques
Protection sociale	40,8
Santé	15,6
Affaires économiques	11,5
Services publics généraux	10,6
Autres	9,4
Enseignement	9,0
Défense	3,1

Structure des dépenses publiques en 2022 en % Dépenses publiques



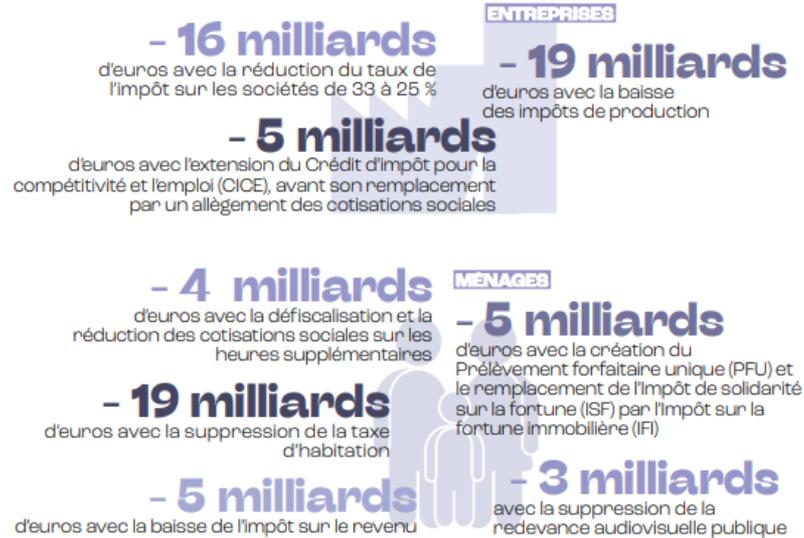
- Protection sociale
- Santé
- Affaires économiques
- Services publics généraux
- Autres
- Enseignement
- Défense

Source: INSEE

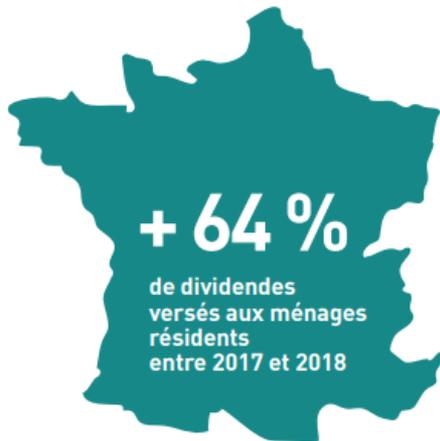
2/ Pourquoi les impôts sont
impopulaires?

Parce que le système fiscal est injuste

Coût des mesures fiscales



Prélèvement Forfaitaire Unique



Réforme de l'ISF



Coût pour les finances publiques



Sources Insee, France stratégie, Sénat

Parce que les services publics se dégradent

Exemples des conséquences des mesures d'austérité



1/ voir annexe sur les collectivités locales

2/ entre 2017 et 2021 - DREES

3/ entre 2017 et 2022 - OCDE

4/ entre 2017 et 2023, en raison notamment d'un sous-effectif chronique et d'une charge de travail accrue pour les magistrats et les greffiers.

5/ entre 2017 et 2023

Parce que les finances publiques locales se dégradent

- Des suppressions d'impôts locaux... pas totalement compensées par l'Etat!
- Il manque 1Md€ de compensation de la suppression de la taxe d'habitation
- Il manque 750M€ de compensation de la suppression de la CVAE

Parce que le principal poste de dépense de l'Etat ce sont... les aides publiques aux entreprises!

5/ L'analyse CGT du PLF 2025

- Réduction des dépenses de l'Etat de 2% (32 Mds€ de baisse des dépenses publiques)

Les principaux reculs

- Au travail et à l'emploi avec une baisse massive de **-3,104 Mds€**. C'est la coupe la plus importante
- • A l'écologie avec une baisse de **-2,579 Mds€**
- • A l'aide publique au développement avec une baisse de **-1,674 milliard €**
- • A la recherche et à l'enseignement supérieur avec une baisse de **-1,566 milliard €**.

Les fonctions publiques toujours méprisées

- Gel du point d'indice
- Baisse de l'indemnisation des arrêts maladie
- Gel de la GIPA
- Coupe dans les finances locales

- **Par nos luttes:**
 - Recul sur les suppressions de 4000 postes dans l'éducation nationale
 - Recul sur les suppressions de 500 postes à France Travail
 - Recul sur les 3 jours de carence dans la fonction publique

III/ L'autre coût du capital: les aides publiques aux entreprises

1/ Le "coût du travail"?

- C'est le travail qui crée la richesse
- Obsession patronale et élément structurant du conflit K/L; pression sur le travail vitale pour garantir un niveau de profit
- Ce qui nous « coûte », ce n'est pas le travail, c'est le capital.

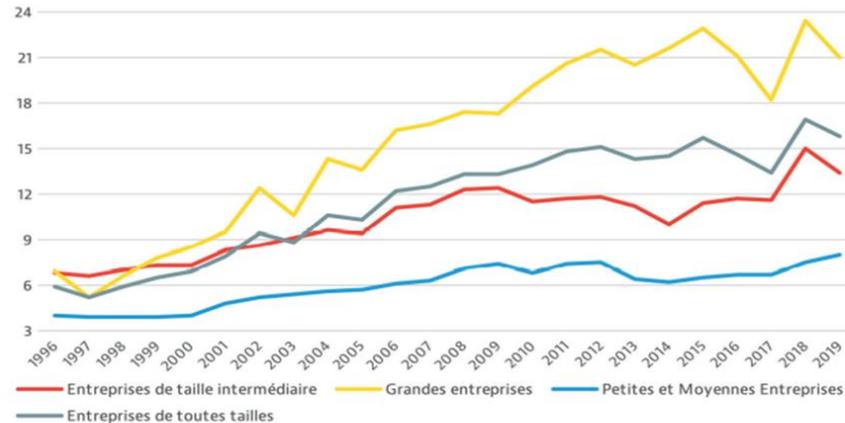
2/ Le coût financier du capital

- Définition standard du coût du capital
- Part de la valeur qui sert à rémunérer le capital
- Part non-réinvestie du profit
 1. Intérêts versés aux banques
 2. Dividendes versés aux actionnaires
 3. Loyers payés aux propriétaires

Poids des actionnaires: x 2.7 en 25 ans

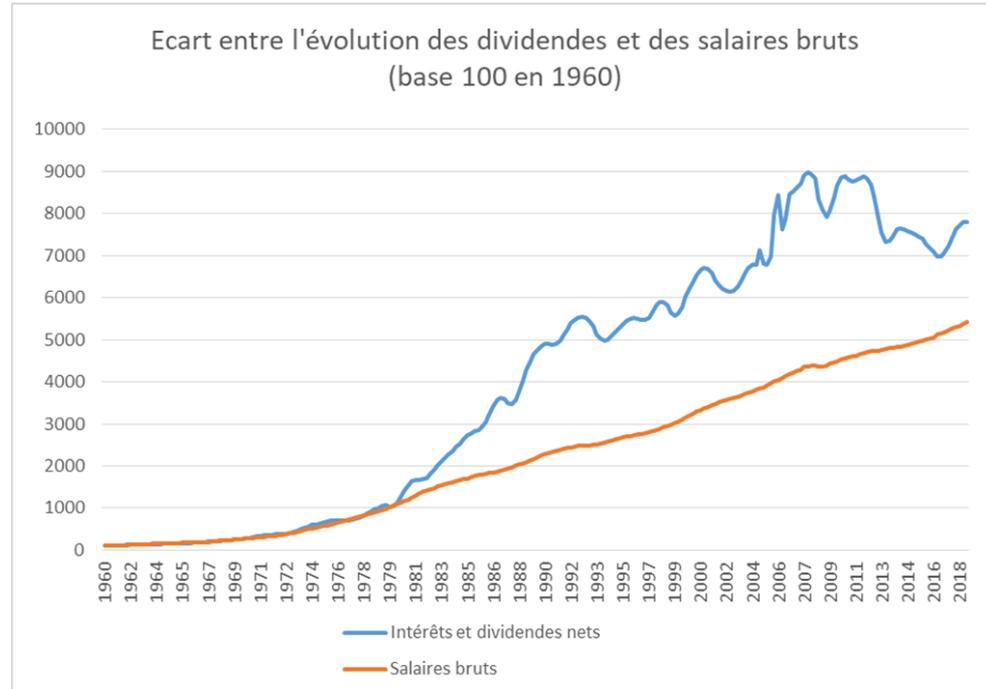
Part des richesses: + 170 % en vingt-trois ans pour les actionnaires

Part (en %) des actionnaires dans le revenu global, tous secteurs, critères LME, ratio moyen, brut



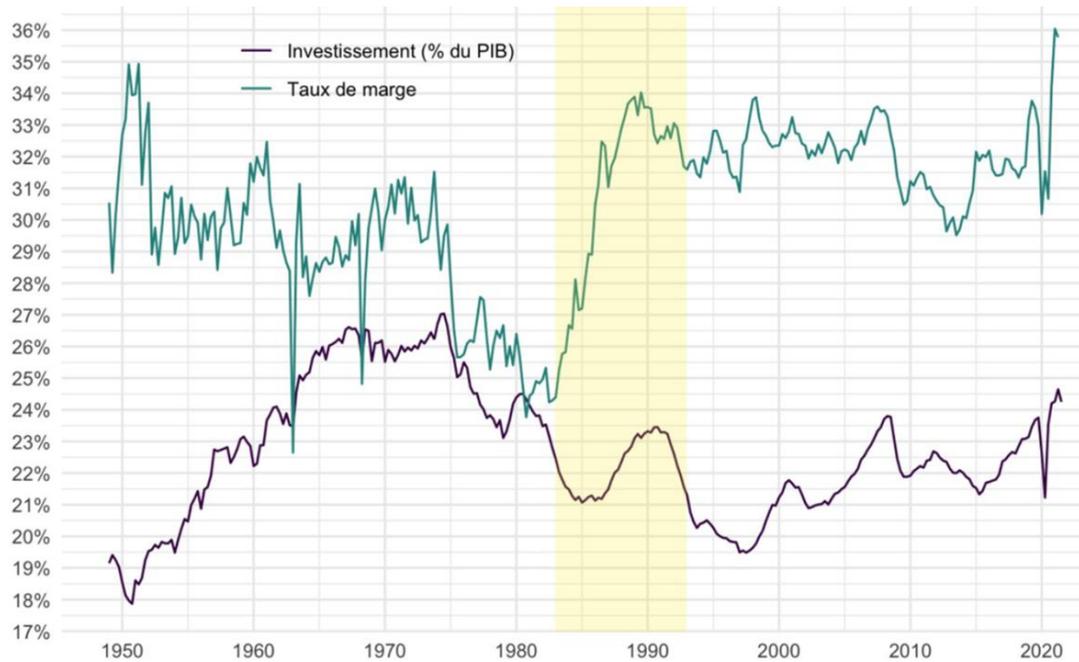
Source: Banque de France

Salaires et dividendes (source: INSEE)



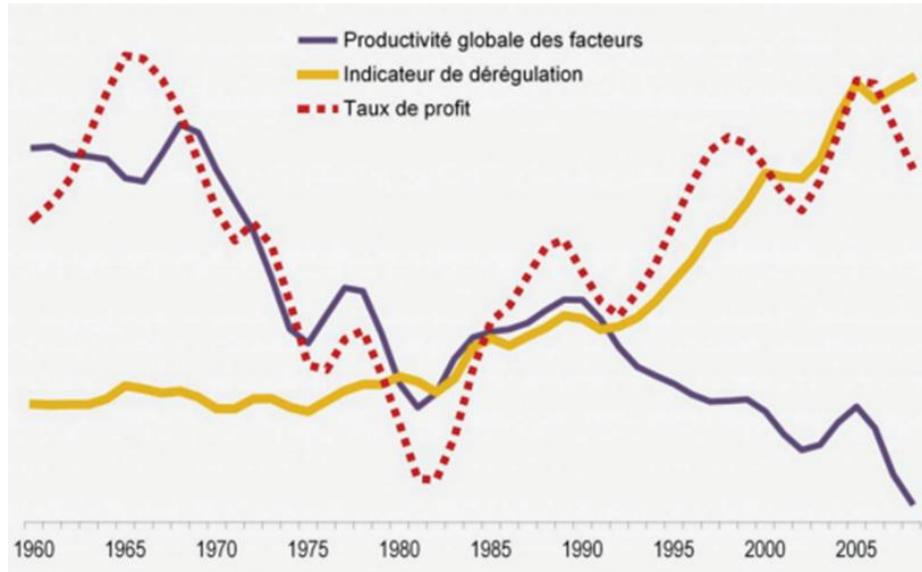
3/ Le coût économique du capital

- Le coût du capital, c'est d'abord tous les investissements qui n'ont pas été réalisés du fait de la pression actionnariale



Source: INSEE / François Geerolf

4/ Le coût social du capital

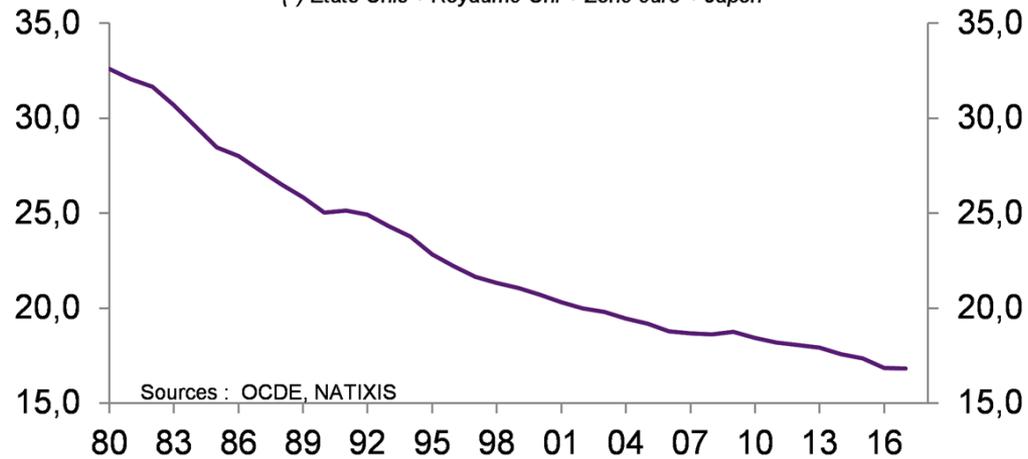


Source : Husson, A l'Encontre, 21 octobre 2020

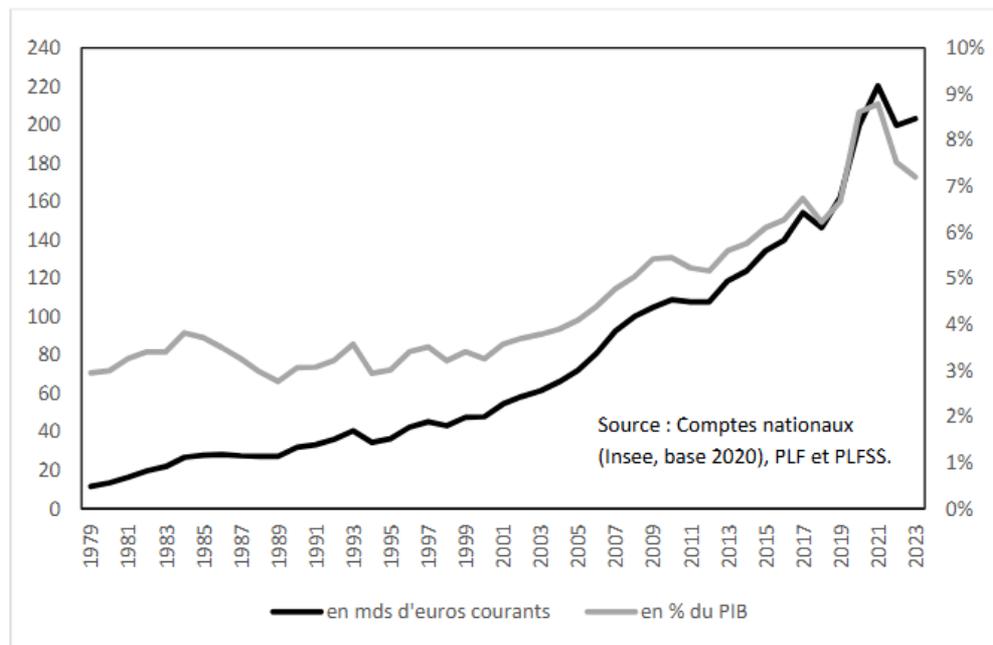
- C'est la **dérégulation** qui a pris le pas sur les gains de productivité; flexibilisation du travail, chute de la part salariale, arrêt de la RTT, explosion des inégalités etc
- **Conséquences**: explosion des profits, intensification de la concurrence entre travailleur-euses, baisse du rapport de force

Graphique 1 OCDE* : taux de syndicalisation (en %)

(*) Etats-Unis + Royaume-Uni + Zone euro + Japon



5/ Aides publiques aux entreprises: le capitalisme sous perfusion



Graphique 1. Montant des aides publiques aux entreprises en milliards d'euros courants (échelle de gauche) et en pourcentage du PIB (échelle de droite) entre 1979 et 2023.

- 11,6 milliards d'euros (3% du PIB) en 1979 à 162,2 milliards d'euros (6,7% du PIB) en 2019.
- Le « quoi qu'il en coûte » et les dispositifs d'aides exceptionnels mis en place pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire du COVID 19 et de la crise inflationniste sont venus gonfler cette somme, à 220,4 milliards d'euros (8,8% du PIB) en 2021.
- En actualisant leur travail à l'aide des dernières données disponibles et en affinant leur méthode de calcul, les auteurs du rapport chiffrent **le montant des aides publiques à 203,2 milliards d'euros (7,2% du PIB) en 2023**

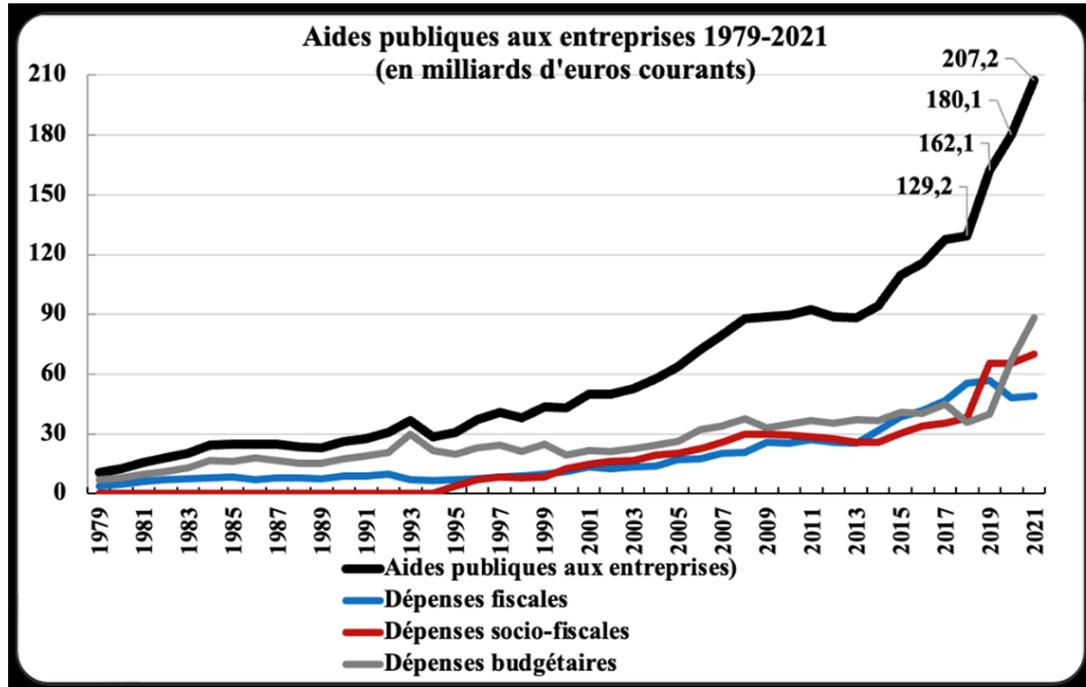
Quelques ordres de grandeur

- Représente **un quart du budget de l'État**, ce qui en fait le principal poste de dépenses de l'État
- **2.5 fois** le budget de l'éducation nationale
- **5 fois** le budget de la "transition écologique"
- **8 fois** le budget de l'enseignement supérieur et recherche
- **11 fois** le budget du ministère de la santé et solidarités!!

Pourquoi des aides publiques aux entreprises?

- Justification libérale autour de deux problèmes:
 - Problème spécifique des travailleur·euses « non qualifié·es »
 - Perte de « compétitivité »
- Globalement: c'est le problème du « coût du travail »! Il faut réduire les coûts des entreprises.
- Quelle est la meilleure manière de diminuer ce « coût du travail »?

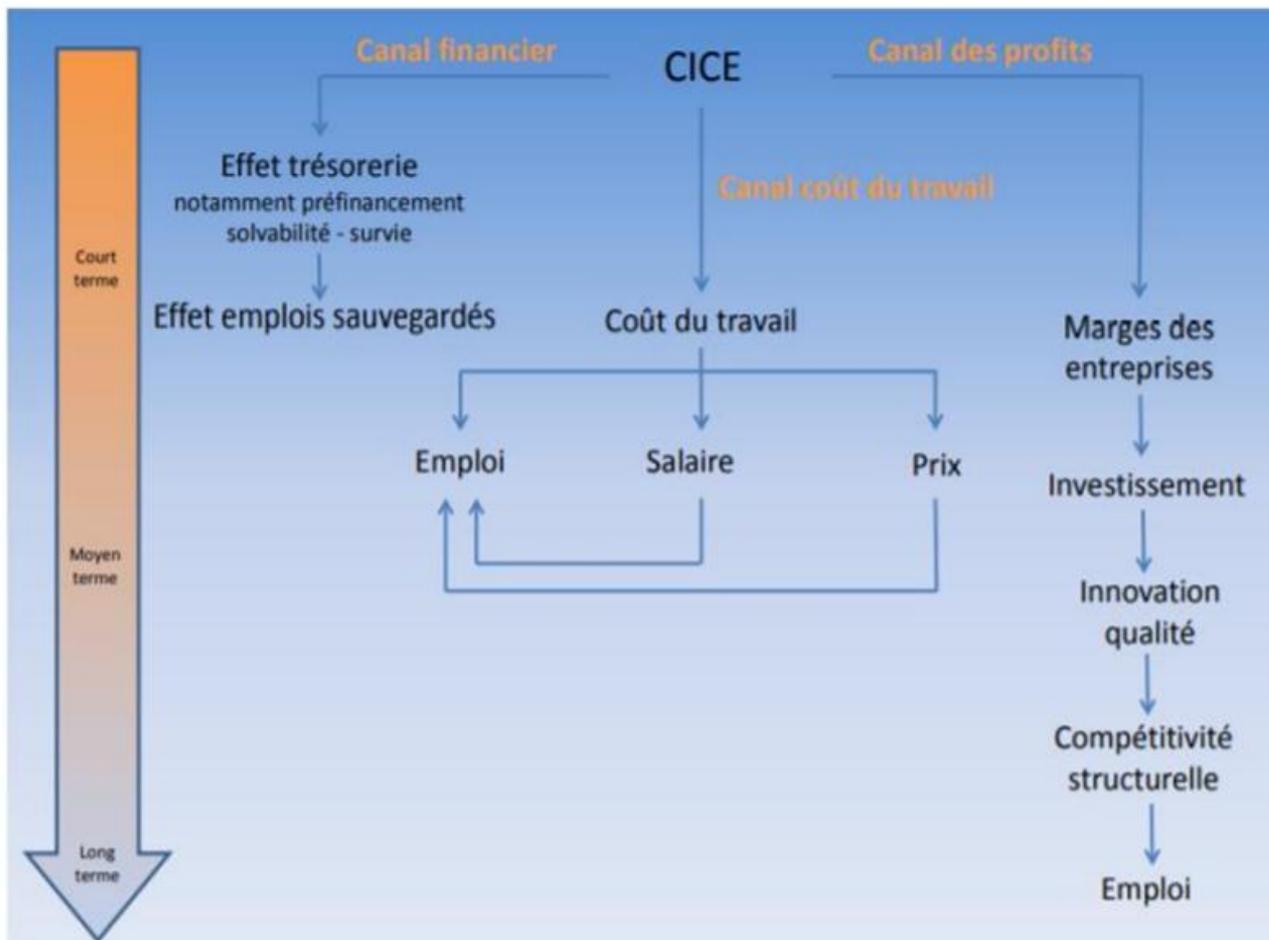
Que la collectivité paie à la place du patronat!



Source: [Rapport IRES](#)

L'importance de la nature des aides

- Une subvention, c'est facile à suivre ; il y a un dossier, on peut connaître l'utilisation de l'argent, et éventuellement sanctionner.
- La transformation du CICE en exos de cotisation est symptomatique ; on pouvait voir des entreprises qui n'avaient plus que le CICE pour soutenir les profits, et tout était versé en dividendes. En exos de cotisations, ça disparaît complètement et ça se noie dans la compta globale de l'entreprise !



G. 2.3. Effets attendus du CICE selon France Stratégie

Source : France Stratégie 2016

Quelles évaluations des exonérations de cotisations?

- Rien de « robuste » sur l'emploi selon la Cour des comptes
- Rien de positif sur les exportations (IPP, 2019)...
- ...voire même des effets NEGATIFS du fait de la dégradation des qualifications (Garsaa et Levratto, 2019)
- > enfermement dans une logique de coûts qui limite les investissements des entreprises

Le cas emblématique du CICE

- Selon la Direction du Trésor: 210 000 emplois créés ou sauvegardés (2020)
- France Stratégie: 80 000 emplois créés ou sauvegardés... avec marge d'erreur de 35 000 emplois!
- LIEPP: aucune augmentation de l'emploi sur 2013-2014 pour les bénéficiaires du CICE
- TEPP: ~108 000 emplois... avec marge d'erreur de 10 000 à 205 000!

Pas d'effet sur les exportations...

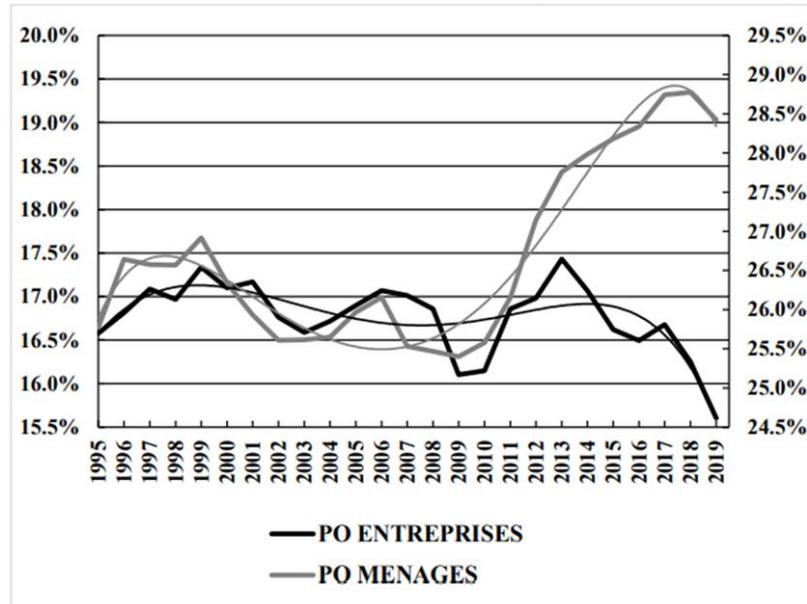
- IPP (2019): « aucune des analyses réalisées ne met en évidence d'effets positifs d'une baisse du coût du travail sur les exportations »

... mais un effet clair sur les marges!

- IPP (2019): « Les entreprises n'ont pas utilisé les exonérations pour améliorer leur compétitivité. Celles-ci n'ont pas répercuté la totalité de la baisse du coût du travail sur leurs prix de vente. **Elles ont au contraire utilisé une partie des exonérations pour accroître leur rentabilité** »

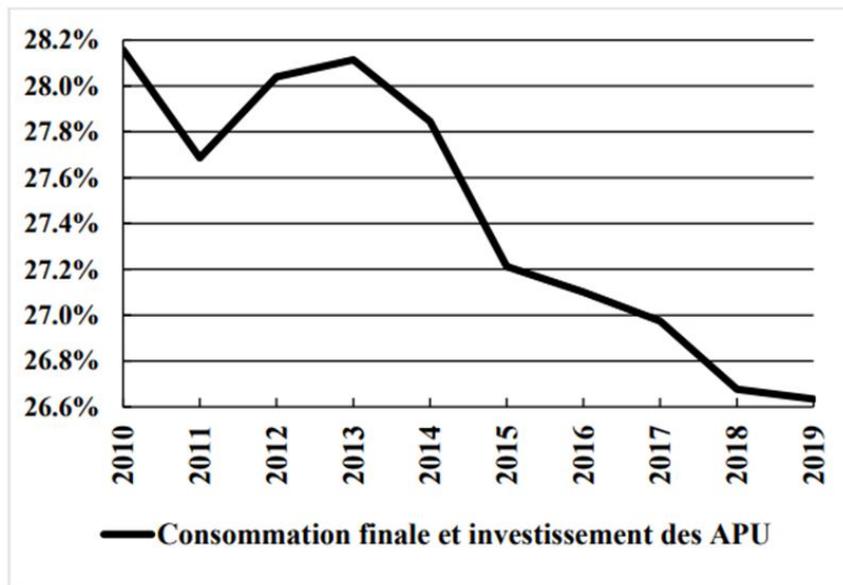
Comment sont financées ces aides?

Plus de prélèvements sur les ménages, moins pour les entreprises



G. 1.37. Recomposition et évolution du TPO sur les entreprises⁹¹ (échelle gauche) et sur les ménages⁹² (échelle droite) depuis 1995. Source : auteur à partir des comptes nationaux, Insee

Moins d'investissement... et donc d'emploi public



G. 1.38. Dépense publique (en % du PIB)

Source : compte des administrations publiques, Insee

Pas les moyens? L'argument imparable dans nos services publics

- Revalorisation du point d'indice : environ 2,1 milliards d'euros par point; une hausse de 10% du point d'indice, **c'est 10 fois moins coûteux que les aides publiques aux entreprises**

IV/ Fiscalité, aides aux entreprises, financement de l'économie: nos revendications!

1/ La fiscalité que nous voulons:
progressive et juste!

La CGT propose une réforme globale et cohérente de la fiscalité pour faire contribuer davantage ceux qui ont plus de moyens en étant progressive et intégrant les enjeux environnementaux.

+ 12 milliards

d'euros en augmentant
la progressivité de l'impôt sur le
revenu

- 8 milliards

d'euros en réduisant le poids de la
TVA et en supprimant la TVA sur les
produits de première nécessité

+ 2,2 milliards

d'euros environ grâce à la
suppression de la flat tax (ou
prélèvement forfaitaire unique)
sur les revenus du capital¹.

+ 8 milliards

d'euros (jusqu'à) avec la création
d'une taxe sur les superprofits des
grandes entreprises

+ 1 milliard

d'euros avec la création d'une taxe
sur les rachats d'actions à 1 %

+ 2 milliards

d'euros en réformant la fiscalité sur
les successions et donations

+ 20 milliards

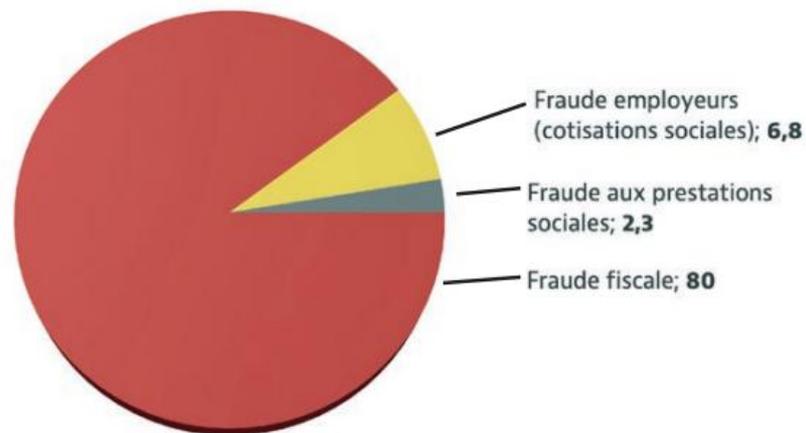
d'euros la première année en
conditionnant les aides publiques
avec un impôt sur les sociétés
modulé en fonction des politiques
menées par les entreprises en
matière d'emploi, de salaires,
d'égalité, de lutte contre les
discriminations, d'environnement

+ 8 milliards

d'euros en établissant un impôt sur
la fortune à l'assiette élargie et au
barème progressif

S'attaquer à la VRAIE fraude

Estimation basse de la fraude par nature (en milliards d'euros)



Sources: Solidaires Finances publiques, Cour des comptes, Acoiss, 2021, publié dans *Alternatives économiques*.

2/ Que faire des aides publiques aux entreprises?

Conditionnalité des aides

- Stricte conditionnalité économique, sociale et environnementale.
- Mise en place d'un fichier de suivi des aides publiques, géré par la Banque de France et avec des données accessibles.
- En cas de non-respect des critères, remboursement et sanctions.
- Donner de nouveaux droits aux salariés sur le contrôle et les orientations stratégiques dans les entreprises. L'idée c'est d'en faire un levier, un appui au service des salariés.

Critères de conditionnalité

- **Emploi:** créations, transformation (d'emplois précaires en CDI), qualifications.
- **Temps de travail:** négociations sur la mise en place des 32h.
- **Conditions de travail:**
- **Transformations de la production et environnement:** décarbonation, accord de mobilité, gestion
- **Investissement et chaîne de valeur:** R&D, lien avec les sous-traitants et fournisseurs
- **Impacts territoriaux:** achats locaux, circuit court, etc
- **Salaires et partage de la VA:** pas de dividendes

3/ Retour sur le fonctionnement actuel du système monétaire

- Dépendance aux marchés financiers
- Banque centrale indépendante
- Système bancaire privé

Objectif général: reprendre, comme le dit la CGT Finances, le “contrôle social sur la monnaie”!

Financement de l'économie (RR 35)

- Dans les entreprises: nouveaux droits des salarié·es pour contrôler l'investissement
- Redéploiement et contrôle des aides publiques aux entreprises
- Dans les collectivités: création d'un « fonds solidaire pour l'emploi et le développement des territoires », sous contrôle des représentants des salarié·es
- Au niveau national: **Pôle Financier Public**
- Au niveau européen et international: de nouvelles institutions financières

Le Pôle Financier Public

- Objectif le plus ambitieux mais aussi le plus crédible; correspond à notre revendication de « Pôle Financier Public »
- Idée: sortir le financement des dépenses publiques de la logique marchande
- Ne nous cachons rien: cela implique un niveau élevé de rapport de force
- On peut s'appuyer sur l'expérience historique du Circuit du Trésor pour s'en inspirer

- Trois dispositifs:

1. Le Trésor; le « **banquier de l'Etat** ». Caisse des dépôts, caisses d'épargne, crédit agricole... + de 50% des dépôts (comme nos comptes courants) étaient gérés par des organismes publics jusqu'en 1955!

2. « Plancher d'effets publics »; concrètement, le Trésor forçait les banques à détenir de la dette publique; c'est l'Etat qui fixait les taux d'intérêts!

3. La Banque de France pouvait prêter directement au Trésor

Les institutions financières existantes

- Banque de France
- Caisses des dépôts et consignations et filiales
- Institutions spécialisées (Crédit Foncier, AFD)
- Banque Postale
- **BPI France**

Le rôle du Pôle Financier Public

- Distribution de crédits, aides et garanties, participation au capital
- **> En bref: faire les avances pour répondre aux besoins, pas aux logiques de profit!**
- Sécurisation de l'épargne populaire, centralisation de la collecte du Livret A et LDD, affectation à des projets d'intérêt général
- Financement du fonds pour l'emploi et développement solidaire des territoires
- Développer les services publics

Répondre aux besoins

- Logement, santé, transports, industrie, environnement...
- Priorité à l'emploi, à la préservation de l'environnement, au développement des territoires bref... la réponse aux besoins contre la rentabilité du capital
- Qui définit les besoins? Qui porte l'alternative?

Développer les services publics

- 100 000 fonctionnaires à 50 000€ superbrut par an = 5 Mds€ bruts (sans compter les effets positifs sur l'économie)
- Une hausse du point d'indice de 10% c'est 21 Mds€
- Rapporter nos chiffrages aux 200 Mds€ d'aides publiques

La question du secteur bancaire privé

- « En outre, les groupes français privés de la banque et de l'assurance font partie du champ des réflexions engagées par la CGT sur l'appropriation publique » (repère revendicatif 35a)

CONCLUSION

- Nous avons déconstruit les mythes sur la dette publique
- Derrière la question de la dette publique, de la fiscalité, il y a des CHOIX POLITIQUES
- Nous portons des propositions alternatives sur la fiscalité, sur le financement de l'économie
- L'enjeu majeur: le contrôle social sur l'argent!

Merci pour votre écoute